

DANS LA RUE, CENSURONS MACRON, LES CAPITALISTES ET LES PATRONS !

Une enquête de plusieurs médias, dont le Monde, vient de révéler comment, entre 2014 et 2016, la société Uber a entretenu des liens privilégiés avec Macron. Alors ministre de l'Économie, ce dernier aurait œuvré en coulisses pour la société de VTC afin de faciliter son implantation. Une révélation concernant des faits qui s'inscrivent dans une logique plus globale de déréglementation accrue du travail. Et une raison supplémentaire d'affirmer qu'il est temps de mettre un coup d'arrêt à Macron, ce lobbyiste du capitalisme, et à sa start-up nation !

LE PRÉSIDENT DE LA CASSE SOCIALE

« Notre choix est d'ouvrir notre économie et de créer davantage de mobilité sociale. » Voilà comment Macron défendait en 2016 l'ubérisation, en prétextant vouloir aider les exclus de l'emploi... C'est sans surprise qu'on apprend que Kalanick, alors PDG d'Uber, et Macron, ont engagé ensemble une campagne de communication pour contribuer au développement d'Uber, qui s'est notamment traduite en un lobbying parlementaire visant à modifier des lois ou à empêcher leur application quand elles étaient trop restrictives. Ainsi, Macron a favorisé l'implantation mais aussi l'extension d'Uber à d'autres secteurs comme la restauration, les locations de vélos... Un système qui conjugue l'ultra-précarité à un management ultra-violent.

Macron et le patronat veulent imposer la casse du droit du travail par la dérégulation, la flexibilité et la concurrence exacerbée. La loi travail, les ordonnances Macron, toutes ces offensives visent à casser les droits collectifs des salariéEs, réduire la part des CDI au profit de statuts précaires, notamment d'auto-entrepreneurE, réduire les possibilités de contrôle sur les pratiques patronales, que ce soit par la DGCCRF ou l'inspection du travail. Des bagarres ont permis aux Uber d'être reconnus comme salariéEs, mais pour stopper ce processus, il faudra aller beaucoup plus loin dans la bataille contre les capitalistes et leur personnel politique.

CENSURONS CE GOUVERNEMENT ILLÉGITIME

Sans surprise, ce lundi, la motion de censure

défendue par la NUPES n'a pas été majoritaire, mais elle a au moins permis que s'exprime à l'Assemblée nationale une opposition sans ambiguïté à la politique ultra-libérale du gouvernement et à ses projets de régression sociale. Elle a aussi permis de dévoiler les impostures de l'extrême droite, alliée du gouvernement et de la bourgeoisie. C'est pour le RN un renvoi d'ascenseur, puisque la macronie lui a permis de conquérir un groupe parlementaire conséquent en contribuant à le dédramatiser toujours plus dans le cadre de la campagne des élections législatives.

Une fois la menace de la censure écartée, Elisabeth Borne a aussitôt indiqué que le cap resterait le même. Les attaques contre le pouvoir d'achat, les salaires, les retraites, les services publics... vont donc se poursuivre. Alors oui, il y a urgence à censurer ce gouvernement illégitime, mais la seule motion de censure qu'il nous reste et qui a toujours montré son efficacité, c'est celle de la rue !

PRÉPARER LES MOBILISATIONS DE LA RENTRÉE

Pour mettre un frein à l'offensive du patronat et du gouvernement, il faudra plus qu'une bataille institutionnelle. Macron cherche des alliés sur sa droite et, pour cela, il va accentuer sa politique de violence sociale. Cette guerre de classe de haute intensité nécessite des réponses radicales.

À l'appel de la CGT et Solidaires, une journée de grève pour les salaires le jeudi 29 septembre, ainsi qu'une « Marche contre la vie chère » lancée par la La France insoumise, seront des étapes importantes. Il faut construire ces initiatives et les réussir, mais on sait déjà qu'elles ne vont pas suffire pour faire reculer durablement le pouvoir. Pour mettre fin au pillage du travail, il faut construire un mouvement unitaire, un mouvement d'en bas issu des mobilisations sur nos lieux de vie et de travail, un mouvement qui s'attaque à l'ensemble du système car c'est bien le capitalisme tout entier qu'il faut censurer !

Le mardi 12 juillet 2022

l'Anticapitaliste
lanticapitaliste.org hebdo mensuel émission



nouveaupartianticapitaliste.org

contact@npa2009.org